

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Incident du Cap Lopez : pas de danger pour l'environnement !

GMNN
Libreville / Gabon

Le ministre d'État en charge de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques, Porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, s'est rendu, lundi à Port-Gentil, au terminal pétrolier du Cap Lopez où, avec son collègue, le ministre du Pétrole et du Gaz, Vincent de Paul Massassa, ils ont pu mesurer les efforts fournis par la société Perenco pour une reprise rapide des activités sur cet important site. Environ une dizaine de jours après l'incident qui est y survenu, les experts de la Direction générale de l'environnement et de la protection de la nature (DGEPN) et ceux de la Direction générale des hydrocarbures (DGH) ont confirmé l'absence de pollution pouvant constituer un danger pour les écosystèmes et la santé humaine. Traduisant la volonté de l'exécutif, les membres du gou-

vernement ont demandé aux responsables de l'entreprise de mener toutes les investigations nécessaires, afin de connaître l'origine exacte de cet incident. "Deux choses à dire au public gabonais et d'ailleurs. C'est que l'incident qu'il y a eu n'a pas eu d'effet négatif sur l'environnement immédiat du terminal, à savoir le front marin. On a vérifié, on a circulé, ça n'a pas été touché. La seconde chose, c'est qu'un travail a été entamé pour récupérer ces hydrocarbures et essayer de réorganiser le site. Et je peux affirmer que tout va pour le mieux et le ministre Massassa a confirmé que les travaux vont reprendre bientôt sur le terminal en termes d'enlèvement", a indiqué le ministre d'Etat Alain-Claude Bilie-By-Nze.

Le 28 avril dernier, un bac de stockage avait perdu une quantité de pétrole estimée à 300 000 barils, selon les chiffres officiels. Le prix actuel du baril est d'environ 112 dollars.



Photo: HNM

La délégation ministérielle sur le site du terminal du Cap Lopez.

Toujours des interrogations en suspens !

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

DEPUIS l'incident survenu sur le terminal pétrolier du Cap Lopez opéré par la société anglo-française Perenco, certains faits majeurs ont pu retenir l'attention de l'opinion nationale. En effet, la réaction d'une société civile très active et quelques explications de certains experts qui ont appelé à la vigilance, malgré les assurances de l'administration, nous amènent à nous interroger sur les lendemains de cet accident aux conséquences vraisemblablement peu maîtrisées. En l'absence de toute forme de communication régulière, la visite récente d'une délégation d'assureurs locaux de Perenco, conduite par l'administrateur directeur général de la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré) sur site, du 4 au 6 mai dernier, pose des questions. Même si celle-ci n'apporte pour le moment aucune réponse aux interrogations qui s'accumulent depuis cet incident, elle a au moins le mérite d'entrevoir certaines vérités encore enfouies. "Vu ce que représente le pétrole



Photo: Julie Nguimbi / L'Union

Une vue des bacs de stockage du brut produit par 8 opérateurs du secteur pétrolier dans notre pays.

dans l'économie de notre pays ainsi que le leadership qui nous est reconnu pour la protection de l'environnement, il serait souhaitable que l'opérateur économique et l'administration fassent au moins preuve de transparence", insiste un cadre du ministère de l'Environnement. Bien que la situation soit sous contrôle, quel est donc à ce jour le niveau d'avancement des opérations de dépollution ? Dans combien de temps le terminal pourrait-il reprendre ses activités de stockage et d'export ? Ces préoccupations sont d'autant plus pertinentes que pour les finances publiques, le manque à gagner serait évalué en fonction de la durée de l'inactivité de ce

terminal qui demeure à ce jour le plus important de notre pays. Selon des sources concordantes, pour limiter ses responsabilités face à ses clients, Perenco aurait activé la clause contractuelle de "cas de force majeure" sur une durée de cent cinquante jours. Dans un tel contexte, au moment où la guerre en Ukraine fait flamber les cours de l'or noir, il est à craindre que notre pays passe à côté d'une manne financière très attendue par notre économie qui en a grandement besoin. Toute chose qui ferait redouter l'effet contraire d'une croissance financière conjoncturelle. Par conséquent, les espoirs nés de la plus-value pétrolière pourraient se transformer en désillusion.

Le clin d'œil de **lybek**

